

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat : 0014

NOTE

12,5 /20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

3

COMPOSITION DE Droit pénal

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE
(signature)

La délinquance des mineurs est un sujet d'actualité. Selon les statistiques officielles, la France subissait un triple mouvement : une hausse du phénomène criminel de la part des mineurs ; une diminution de l'âge moyen de cette délinquance ; une modification de sa nature. Dès lors, la question de l'attitude du droit pénal à l'égard des mineurs se pose.

La condition de mineur délinquant, c'est à dire le fait d'être un individu de moins de 18 ans qui a enfreint une règle pénale, fait bénéficier en France d'un statut autonome : un régime pénal spécifique lui est attribué, distinct du droit commun, tant en droit pénal de fond, que de forme. Dans une approche subjective du droit pénal, ce statut doit être particulièrement protecteur, car la particulière fragilité du mineur doit être prise en compte. Plus influencable, le mineur est d'abord en danger, et il a davantage vocation à être réinséré. L'influence de cette conception, portée par l'école de la "défense sociale nouvelle" (titre de l'ouvrage de Rouc Ancel en 1954), s'est traduite notamment en droit positif par l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante. Ce statut autonome protecteur, a été consacré par le Conseil constitutionnel, notamment dans sa décision du 23 août 2002.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

Toutefois, depuis 1945, plusieurs mouvements ont venu altérer cette vision binaire d'un droit pénal séparé en deux ensembles, distincts et homogènes d'un droit des majeurs et un droit des mineurs. En effet, d'une part, le subjectivisme a largement pénétré le droit commun et pour cela, l'ordonnance de 1945 a servi de modèle. D'autre part, depuis une vingtaine d'années et la perception accrue d'un phénomène de délinquance juvénile, le législateur a eu tendance à renforcer la répression envers les mineurs, en s'inspirant du droit commun. Il s'agit notamment des lois du 9 septembre 2002 et du 9 mars 2004. Enfin, comme l'a rappelé le Conseil Constitutionnel en 2002, les grands principes du droit pénal s'appliquent indifféremment aux mineurs et aux majeurs. Par ailleurs, il est difficile de parler d'un statut pour le mineur en matière pénale, tant les règles sont diverses en fonction de l'âge du mineur.

Aussi ces mouvements de rapprochement avec le droit commun et d'éclatement conduisent-ils à se demander si l'on peut encore parler d'un statut autonome protecteur lié à la condition du mineur délinquant ? Les mutations de la matière sont sensibles tant en droit pénal substantiel (I) qu'en droit pénal processuel (II).

I - Les mutations du statut du mineur délinquant en droit pénal substantiel.

Le rapprochement avec le statut des majeurs se retrouve dans l'énoncé d'un principe de responsabilité (A). Il est également sensible au niveau de la répression de l'infraction, où les disparités de régime ont encore été accrues (B).

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

A- Une responsabilité confirmée mais atténuée.

La question de la responsabilité pénale du mineur et de son fondement ont fait l'objet de vifs débats. Ce n'est pas le cas du principe de la responsabilité atténuée.

Antérieurement à 2002, ni le code pénal, ni l'ordonnance de 45 n'énonçaient clairement un principe de responsabilité des mineurs. L'absence de sanction envers les mineurs de moins de treize ans laissait penser que ceux-ci étaient pénalement irresponsables sur le seul critère de l'âge. La notion de discernement était exclue de la question de la responsabilité au bénéfice d'un critère de seuil. Mais, par une décision prétorienne, la Cour de cassation a réintroduit le critère du discernement en 1956 dans le célèbre arrêt "Labrousse" (13 décembre 1956), pour les mineurs de moins de treize ans. Dès lors, seul l'"infans", c'est à dire le mineur privé de discernement est pénalement irresponsable. La loi du 3 septembre 2002 a le mérite de clore le débat en confirmant la solution jurisprudentielle par la modification de l'article 122-8 du code pénal.

Concernant l'atténuation de la responsabilité des mineurs, la question du fondement s'est débattue, plus que le principe. En effet, si le critère du discernement devient le critère de la responsabilité, pourquoi ne pas en faire celui de l'atténuation de la responsabilité : celle-ci serait modulée en fonction du discernement. Ce ne fut pas le choix du législateur qui a préféré maintenir le système des seuils. Le nombre de ces seuils a même été augmenté à l'occasion de la loi de 2002, renouant le sentiment de l'éclatement du régime (le seuil de dix ans a été ajouté). Dans sa décision de 2002, le Conseil constitutionnel a reconnu au principe

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

de l'atténuation de responsabilité une valeur constitutionnelle, sur le fondement des principes fondamentaux reconnus par les lois de la République.

L'affirmation de la responsabilité pénale des mineurs, ainsi que sa modulation en fonction de l'âge traduisent à la fois une certaine unité avec le droit commun et une hétérogénéité entre les mineurs. Le même phénomène se constate dans la répression.

B - Une répression renforcée et diversifiée.

La sanction applicable au mineur délinquant variant avec l'âge dans un large sentiment de diversité. Pour les mineurs les plus âgés, on assiste à un renforcement sensible de la répression, par application d'un régime calqué sur celui des majeurs.

La loi de 2002 a refendu l'échelle des sanctions applicables aux mineurs. Désormais les mineurs de moins de 10 ans ne peuvent se voir infliger que des mesures éducatives (article 2 de l'ordonnance du 2 février 1945). Ces mesures apparaissent aux articles 8 et 15 de l'ordonnance. Ces mesures sont en général peu coercitives, mais peuvent aller jusqu'au placement dans un établissement adapté. La ligne directrice est ici clairement la protection du mineur. La grande nouveauté de la loi de 2002 est l'apparition d'une catégorie intermédiaire : les "sanctions éducatives". Le Conseil constitutionnel a validé cette introduction en considérant qu'il n'existait pas de principe imposant une absence de sanction du mineur. Ces sanctions s'appliquent uniquement aux mineurs âgés de 10 ans au moins. Ces mesures sont listées à l'article 15-1 de l'ordonnance. Elles ont été complétées par la loi du 5 mars 2007. La liste, ainsi que les modalités d'application, de ces sanctions varie selon que le mineur a plus ou moins de 13 ans. Enfin l'apparition de ces sanctions conduit à un durcissement certain du régime des mineurs de 10 à 13 ans. Enfin les mineurs de plus de 13 ans peuvent se voir condamner à une peine. ~~depuis la~~ Un régime spécifique leur est toutefois applicable.

En effet, l'atténuation de responsabilité conduit à une atténuation de la peine encourue. Le principe est que celle-ci doit être divisée par deux par rapport aux majeurs. Toutefois ce principe connaît des atténuations en fonction de l'âge et de la qualité de récidiviste du mineur. Ce net durcissement du régime a été introduit par la loi du 10 août 2004 relative à la récidive. Ainsi l'atténuation n'est de droit que pour le mineur de 13 à 16 ans, sinon le juge peut l'écarter par décision motivée dans certains cas liés à la personnalité du mineur ou à l'infraction commise, cas listés à l'article 20-2 de l'ordonnance. Par ailleurs, le principe s'inverse en cas de seconde récidive, puisque cette fois l'atténuation ne s'applique pas sauf décision spécialement motivée du tribunal. Enfin, le mécanisme des "peines planchers" en cas de récidive légale s'applique également aux mineurs. Celle-ci est divisée également par deux dans les mêmes conditions que la peine encourue. Les mécanismes répressifs à destination des mineurs les plus âgés apparaissent donc très proche de ceux de droit commun.

Ainsi, l'analyse du droit pénal de fond montre que si le statut du mineur délinquant se trouve encadré par des principes généraux qui lui sont propres, il apparaît cependant hétérogène et pour ce qui concerne les mineurs les plus âgés en voie de rapprochement avec le droit commun. La même question concerne le droit pénal de forme.

II - Les mutations du statut du mineur délinquant en droit pénal processuel.

À côté de grands principes spécifiques traduisant une réelle spécificité de la procédure applicable aux mineurs (A), une volonté de renforcement des moyens de lutte contre la délinquance juvénile conduit à un rapprochement avec le droit commun et une diminution des protections accordées au mineur (B).

A - Une procédure spécifique et protectrice.

La protection particulière dont jouit le mineur en droit pénal

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

français se traduit par l'attribution d'une juridiction spécialisée, ainsi que par des aménagements particuliers de procédure.

L'une des grandes spécificités du statut pénal du mineur de l'époque est sans doute le privilège de juridiction. Celui-ci ne peut comparaitre que devant le juge pour enfants, le tribunal pour enfants (composé de ce même juge et de deux assesseurs) ou la cour d'assises des mineurs (en matière criminelle). Ce mécanisme, prévu à l'article 1 de l'ordonnance de 1945, ne vaut toutefois pas pour les contrevenants des quatre premières classes qui relèvent de la compétence du juge de proximité, ce qui constitue un allègement sur le régime des mineurs. Ceci est surprenant, car la Cour Européenne des droits de l'homme a pu en 2004 (arrêt "S.C. / Royaume Uni" du 15 juin 2004) considérer que le bénéfice d'une juridiction spécialisée était une obligation. Un juge ad hoc n'ayant pas les capacités pour prendre en compte les spécificités du mineur. Par ailleurs la Cour a validé le principe de cumul des fonctions : le juge pour enfants assure à la fois l'instruction et le jugement de l'affaire. Cette entorse au principe de la séparation des autorités de poursuite et de jugement au quel pourtant la Cour de Strasbourg attache une grande importance, se justifie par la nécessité de spécificité du jugement des mineurs.

Par ailleurs, la procédure a été aménagée dans un souci de protection du mineur face à une expérience traumatisante. Ainsi, les parents, tout comme l'avocat sont omniprésents tout au long de la procédure. Par ailleurs en cas de garde à vue, l'enregistrement audiovisuel est systématique pour les mineurs. Enfin le principe est le huis-clos. Ce principe a d'ailleurs été confirmé par la Cour de Strasbourg ("T. et V. / Royaume-Uni" du 16 décembre 1999) au nom de la spécificité du mineur. Toutefois se point a fait débat lorsque la procédure se le procès se déroule devant la Cour d'assises des mineurs, en présence de coaccusés majeurs. Les victimes ont réclamé la possibilité de lever le huis-clos, en particulier lorsque l'auteur des faits n'est plus mineur au moment du procès. C'est pour quoi le législateur est intervenu. Désormais le huis-clos pourra être levé si l'accusé ne s'y oppose pas.

At-on le mineur bénéficie-t-il largement d'une procédure qui lui est adaptée. Toutefois les modifications les plus récentes laissent entrevoir un rapprochement avec le droit commun.

B - Une procédure plus rapide et coercitive.

Le rapprochement avec le droit commun se traduit d'abord dans la phase de mise en état que dans la procédure de jugement.

At-on les mesures de contrainte lors de la phase de mise en état ont-elles été renforcées. D'une part lors de la phase d'enquête, la garde à vue peut être utilisée pour les mineurs de plus de 13 ans, (article 4 de l'ordonnance). De plus ~~lors la mesure peut aussi~~ être utilisée pour les mineurs de 10 à 13 ans soupçonnés d'avoir commis un crime ou un délit puni de plus de 5 ans de prison, une rétention de 12 heures peut être utilisée. Durant l'instruction des mesures de contrôle judiciaire peuvent être utilisées, et notamment le placement en centre éducatif fermé (mineurs de plus de 13 ans : article 10-1 de l'ordonnance). Le non respect de celui-ci pourra entraîner le placement en détention provisoire. Le juge dispose également d'une mesure de liberté surveillée préjudicielle.

Parmi d'autres certaines procédures de droit commun ou s'en rapprochant sont utilisables. At-on la procédure de comparution pénale. (article 7-1 de l'ordonnance). Dans un objectif de célérité toujours accrue, ont été instaurées des procédures visant à réduire les délais. At-on le procureur peut-il utiliser la procédure de convocation à comparaître depuis la loi du 8 février 1995. De même la procédure de comparution immédiate semble-t-elle avoir fortement inspiré la procédure de convocation à comparaître applicable aux mineurs. Il est cependant à noter qu'aucune procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité n'a encore été instaurée.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

Ainsi, si la condition de mineur de l'enfant offre un statut protecteur aux spécificités réelles et constitutionnellement garanties, ce statut a cependant tendance à perdre de sa spécificité et à se fragmenter. Dans un domaine à forte sensibilité politique, le législateur attend peut-être trop de la seule norme pénale alors que la mobilisation des moyens matériels et humains est essentiel à la mise en œuvre d'une politique efficace.